

Crise en Ukraine

QUEL RÔLE DE L'UNION EUROPÉENNE ?

Lors de la conférence « *Quelle sortie de la crise ukrainienne ?* » organisée par la Maison de l'Europe de Paris (MEP) le 24 mars 2014, les questions du rôle de l'UE et de la stratégie de la Russie ont fait débat⁽¹⁾. La synthèse d'Ursula Serafin.

Antoine Arjakovsky, co-directeur du département, « Société, liberté, paix » du pôle de recherche du Collège des Bernardins, remarque d'emblée qu'il est difficile de rester objectif sur ce sujet⁽²⁾ quand on a, comme lui, des origines ukrainiennes et qu'on a exercé plusieurs fonctions en Europe Orientale pendant dix-sept ans. Il revient d'abord sur la chronologie des événements.

Depuis la fin de l'année 2013 l'Ukraine a vécu plusieurs événements importants. Son refus de signer le Traité d'association proposé en novembre par l'Union européenne a provoqué les premières manifestations à Kiev sur la place Maïdan. Président de la Russie, Vladimir Poutine, a tenté de reprendre la main en proposant à l'Ukraine d'adhérer à l'Union économique eurasiatique (UEA). Pour l'inciter à prendre la « bonne décision » il a offert de l'aider à sortir de sa crise économique en lui faisant cadeau de 15 milliards de dollars et des tarifs avantageux pour son approvisionnement en gaz. Suite à cette


proposition, les pro-européens se sont rebellés et la situation s'est aggravée Place Maïdan. Pour trouver une sortie de crise, l'UE a envoyé trois médiateurs à Kiev. En l'occurrence les ministres des Affaires étrangères des trois États membres du Triangle de Weimar : la France, l'Allemagne et la Pologne. Après la fuite du président ukrainien Ianoukovitch, Poutine a organisé le 16 mars un référendum pour demander le rattachement de la Crimée à la Russie. Les Ukrainiens et les Tatars de Crimée l'ont boycotté. Les Russophones ont massivement voté « oui ».

Pour Antoine Arjakovsky, deux peuples slaves frères – les Ukrainiens et les Russes – font face à deux mythologies politiques opposées. Poutine affirme que l'Ukraine n'est pas une nation mais seulement une entité géopolitique. Les Ukrainiens soutiennent le contraire, estimant que leur pays est un État-nation en cours de construction.

Des propositions antagonistes
Andrei Gratchev, journaliste et historien, ancien conseiller de

Mikhaïl Gorbatchev, constate qu'une partie importante de la population russe soutient la politique de Poutine. L'Ukraine avait deux propositions antagonistes de sortie de crise : celle de l'UE et celle de la Russie. Il estime que cet antagonisme a généré trois échecs : celui de la classe politique ukrainienne, qui n'a pas su gérer la transition post-soviétique, celui du régime Ianoukovitch, légitimement placé à la tête du pays par des élections démocratiques mais responsable de sa déroute économique, enfin celui de la diplomatie européenne qui a refusé la suggestion de Poutine de chercher à trois une sortie de crise. Pour cette raison, la diplomatie russe a eu recours à la surenchère dans le but d'attirer l'Ukraine vers l'artifice de Poutine d'Union économique eurasiatique.

Gratchev place l'espoir de sortie de crise dans les forces européennes avec une triple mission : protéger l'Ukraine pour ne pas étendre le conflit militaire, rassurer la Russie en refusant notamment l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN et faciliter le rapprochement entre la Russie et l'Ukraine. **Éric Fournier**, directeur Europe continentale au ministère français des Affaires étrangères, rappelle que la France avait suggéré dès 2009 de rapprocher l'Ukraine de l'UE. Le ministre des Affaires étrangères de la France a participé à la mission de négociation pour la sortie de crise du

21 février 2014. C'est également à Paris que fut organisé le 5 mars 2014 le 20^e anniversaire du Mémorandum de Budapest⁽³⁾ sur la dénucléarisation de l'Ukraine. Le représentant de la Russie, présent à Paris, n'a pas souhaité participer à cette commémoration. Non seulement, c'est un signe de non respect de l'accord mais qu'en est-il du désarmement nucléaire en Crimée ? Par ailleurs, la Russie entretient le flou quand à l'intangibilité de ses frontières : avec la Finlande, avec la Corée du Nord, le Japon, la Géorgie, l'Abkhazie, le Nouveau Karabakh... la liste de non respect des frontières est trop longue. Tous les pays qui ont un problème avec leurs frontières possèdent l'arme nucléaire (Pakistan, Inde, Israël...), remarque le diplomate en mettant en garde contre l'évocation de la militarisation du conflit. Entre une annexion du territoire par une puissance étrangère et une déclaration de guerre, il y a une grande différence. L'idée serait plutôt de créer un espace où l'Ukraine pourrait exister sans avoir à faire le choix entre l'Est et l'Ouest. 

Ursula Serafin

*Directrice du développement
et de l'administration
Maison de l'Europe de Paris*

LA MAISON DE L'EUROPE DE PARIS

Travaillant pour une citoyenneté européenne active et inclusive, la Maison de l'Europe de Paris est ouverte à tous. Elle offre un service d'information personnalisé et propose des débats qui explorent plus particulièrement la dimension culturelle du projet européen, la représentation des frontières, les enjeux démocratiques et participatifs, éducatifs, économiques et sociaux de l'Europe. Pour en savoir plus : www.paris-europe.eu.

¹⁾ Le débat était animé par Alla Lazareva, rédactrice en chef, *Ukrainski Tyzhden*, l'équivalent de *L'Express*.

²⁾ Lire son article sur l'Ukraine dans le n° 104 de la revue.

³⁾ http://en.wikipedia.org/wiki/Budapest_Memorandum_on_Security_Assurances.